

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 19/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE**

15 rue de la croix de pierre  
Zone industrielle Nord  
80000 Amiens

Références : 2026-E20030  
Code AIOT : 0005101897

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE implanté 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 novembre 2025 dans l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE implanté au 15 rue de la Croix de Pierre, zone industrielle Nord à Amiens. Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la stratégie régionale de réduction des dépassements significatifs sur les rejets atmosphériques et aqueux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE

- 15 Rue de la croix de pierre - Zone industrielle Nord usine de méthanisation 80000 Amiens
- Code AIOT : 0005101897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IDEX ENVIRONNEMENT PICARDIE exploite les installations ci-dessous :

- une installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matières végétales brutes... (capacité de 95 000 t/an soit 258 t/jour),
- une installation de traitement de déchets non dangereux (déconditionnement de biodéchets 77 t/j et production de combustibles solides de récupération 100 t/j),
- une installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes,
- une installation de broyage de déchets végétaux non dangereux,
- une installation de combustion d'une puissance thermique nominale de 15,25 MW.

Les installations sont notamment encadrées réglementairement par les actes administratifs suivants :

- arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté préfectoral du 20 février 2017 complété par l'arrêté préfectoral du 31 août 2021 ;
- arrêtés préfectoraux des 1er octobre 1996, 26 février 2009, 18 février 2011 et 28 juillet 2023.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.2 de l'article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.4 de l'article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	AP Complémentaire du 31/08/2021, article 4.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 4.3.9.1 de article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 4.3.12 de article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ouvrages de rejet	AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.2 de l'article 2	Sans objet
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.1.1	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission –	AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	autosurveillance		
8	Entretien – isolement avec les milieux – incidents	AP Complémentaire du 31/08/2021, article 4.2.2	Sans objet
9	Réseaux – ouvrages de rejet	AP Complémentaire du 31/08/2021, article 4.2.2	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non conformités majeures ont été relevées: l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions qui font l'objet des points de contrôles 5, 6, 7, 11 et 12. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.2 de l'article 2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Évacuation des rejets			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
N° de conduit	Installations raccordées	Combustible	Autres caractéristiques
1	Chaudière	Biogaz	-
2	Cogénération - moteur 1	Biogaz	-
3	Cogénération - moteur 2	Biogaz	-
4	Torchère	Biogaz	-
5	Air ambiant de l'UT10, l'UT20, l'UT30,	-	Biofiltre 1

	I'UT60		
6	Air ambiant de l'UT10	-	Laveur acide puis biofiltre 2
7	Fosse des déchets	-	Laveur de gaz
8	Air ambiant atelier CSR	-	Dépoussiéreur
9	Air ambiant ligne biodéchets	-	Biofiltre 3

Les conduits n°2 et n°3 sont regroupés dans une unique cheminée/un unique conduit.[...]

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'il ne dispose pas de point de rejet atmosphérique supplémentaire.

L'ensemble des 9 conduits a été vu lors de la visite sur site.

Aucun dispositif type chapeau n'a été constaté pour les 9 conduits.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Ouvrages de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvement

#### Prescription contrôlée :

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

Les rapports de contrôle inopiné G003250278-1 du 25 mars 2025 et G003241819-01 du 5 mars 2024 mentionnent des écarts aux normes pour le laveur, la chaudière, la cogénération moteur 1 et la cogénération moteur 2. Il est précisé que ces écarts sont sans impact sur les mesures ou ont un

impact négligeable ou ont un biais éventuel non quantifiable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions – transmission des résultats
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un programme d'autosurveillance en date de 2014.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis son programme d'autosurveillance à jour, daté du 2 décembre 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise une surveillance des émissions atmosphériques des conduits spécifiés au CHAPITRE 3.2 selon une fréquence a minima semestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant respecte la périodicité semestrielle de surveillance des émissions atmosphériques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.2 de l'article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

**Prescription contrôlée :**

N° de conduit	Installations raccordées	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1	Chaudière	6
2	Cogénération - moteur 1	25
3	Cogénération - moteur 2	25
4	Torchère	25
5	Air ambiant de l'UT10, l'UT20, l'UT30, l'UT60	25
6	Air ambiant de l'UT10	16,05
7	Fosse des déchets	10,4
8	Air ambiant atelier CSR	13,8
9	Air ambiant ligne biodéchets	14,9

**Constats :**

La vitesse d'éjection du rapport G003241819-01 (contrôle inopiné) du 5 mars 2024 pour la fosse des déchets est non-conforme. La fosse des déchets n'a pas été contrôlée lors du contrôle inopiné de 2025.

Les contrôles de la vitesse d'éjection de la fosse des déchets réalisés par l'exploitant, via l'APAVE pour les semestres 1 et 2 de 2024 et le semestre 1 de 2025 sont non-conformes.

La vitesse d'éjection du rapport G003250278-01 du 25 mars 2025 pour l'air ambiant de l'UT10, UT20, UT30, UT60 est non-conforme. Cette installation n'a pas été contrôlée lors des contrôles inopinés de 2023 et 2024.

Les contrôles de la vitesse d'éjection pour l'air ambiant de l'UT10, UT20, UT30, UT60 réalisés par l'exploitant via l'APAVE pour les semestres 1 et 2 de 2024 et le semestre 1 de 2025 sont non-conformes.

La vitesse d'éjection du rapport G003250278-01 du 25 mars 2025 pour la cogénération moteur 2 est non-conforme. Lors du contrôle inopiné de 2023, la vitesse d'éjection de la cogénération moteur 2 était conforme.



Les contrôles de la vitesse d'éjection pour la cogénération moteur 2 réalisés par l'exploitant via l'APAVE pour les semestres 1 et 2 de 2024 sont non-conformes.

Lors du contrôle inopiné de 2023, la vitesse d'éjection pour la cogénération moteur 1 était conforme. La cogénération moteur 1 n'a pas été contrôlé lors des contrôles inopinés de 2024 et 2025.

Les contrôles de la vitesse d'éjection de la cogénération moteur 1 réalisés par l'exploitant via l'APAVE pour les semestres 1 et 2 de 2024 et le semestre 1 de 2025 sont non-conformes. Le contrôle de la vitesse d'éjection de la cogénération moteur 1 réalisé par l'exploitant via l'APAVE pour le semestre 1 de 2025 est non-conforme. L'exploitant n'a pas transmis de document justifiant que le contrôle de la vitesse d'éjection de la cogénération moteur 1 a été réalisé pour le semestre 2 de 2025.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites minimales de vitesses d'éjection pour la fosse des déchets, l'air ambiant de l'UT10, UT20, UT30, UT60, la cogénération moteur 1 et la cogénération moteur 2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/07/2023, article 3.2.4 de l'article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

##### **Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
- à une teneur en O ou CO: précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètres	Chaudière
	Concentration (mg/nm3)
O2	3%
Poussières	5

Oxydes d'azote (NOx) exprimés en N02	300
Oxydes de soufre (exprimés en SO2)	200
CO	100
COVT	50

Paramètres	Cogénération moteurs 1 et 2
	Concentration (mg/nm3)
Poussières	150
Oxydes d'azote (NOx) exprimés en N02	190
Oxydes de soufre (exprimés en SO2)	10
CO	50
COVT	250

Paramètres	Air ambiant UT10, UT20, UT30 et UT60 (biofiltre1, extracteur d'ambient socrematic)
	Concentration (mg/nm3)
Ammoniac (NH3)	20
Sulfure d'hydrogène (H2S)	5
Poussières	5
COVT	40

Paramètres	Fosse des déchets (laveur de gaz)
------------	-----------------------------------

Paramètres	Fosse des déchets (laveur de gaz)
	Concentration (mg/nm3)
Ammoniac (NH3)	20
Sulfure d'hydrogène (H2)	5
Poussières	5
COVT	40

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

#### Constats :

Les valeurs limites d'émissions de la chaudière sont non-conformes pour les paramètres suivants :

- poussières (contrôles inopinés 2023, 2024 et 2025),
- oxydes de soufre (contrôles inopinés 2023, 2024 et 2025),
- Monoxyde de carbone CO (contrôle inopiné 2025),
- COV totaux (contrôle inopiné 2025).

Les valeurs limites d'émissions de la cogénération moteur 1 sont non-conformes pour les paramètres suivants :

- Oxydes d'azote en équivalent NO2 (contrôle inopiné 2023),
- Monoxyde de carbone (contrôle inopiné 2023),
- Oxydes de soufre (contrôle inopiné 2023).

Les contrôles des valeurs limites d'émissions de la cogénération moteur 1 réalisés par l'exploitant via l'APAVE sont non-conformes pour les paramètres suivants :

- Oxydes d'azote en équivalent NO2 (rapport du semestre 2 de 2024),
- Monoxyde de carbone (rapports du semestre 1 de 2024, semestre 2 de 2024 et du semestre 1 de 2025),
- COV totaux (rapport du semestre 1 de 2025).

Les valeurs limites d'émissions de la cogénération moteur 2 sont non-conformes pour les paramètres suivants :

- Oxydes d'azote en équivalent NO2 (contrôles inopinés 2023, 2024 et 2025),
- Monoxyde de carbone CO (contrôles inopinés 2023, 2024 et 2025),

- Oxydes de soufre (contrôles inopinés 2023 et 2025).

Les contrôles des valeurs limites d'émissions de la cogénération moteur 2 réalisés par l'exploitant via l'APAVE sont non-conformes pour les paramètres suivants :

- Oxydes d'azote en équivalent NO2 (rapports du semestre 1 de 2024, du semestre 2 de 2024, du semestre 2 de 2025).
- Monoxyde de carbone (rapports du semestre 1 de 2024, du semestre 2 de 2024 et du semestre 2 de 2025,
- COV totaux (rapport du semestre 1 de 2025).

La valeur limite d'émissions de la fosse des déchets (laveur de gaz) est non-conforme pour le paramètre suivant :

- COV Totaux (rapport contrôle inopiné 2024)

Le contrôle de la valeur limite d'émissions de la fosse des déchets (laveur de gaz) réalisé par l'exploitant via l'APAVE est non-conforme pour le paramètre suivant :

- poussières totales (rapport du semestre de 2024).

La fosse des déchets n'a pas été contrôlée lors du contrôle inopiné de 2025. Les résultats d'autosurveillance du premier semestre 2025 concernant la fosse des déchets étaient conformes.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émissions des installations suivantes :

- chaudière : poussières, oxydes de soufre, monoxyde de carbone et COV totaux;
- cogénération moteur 1 : oxydes d'azote, monoxyde de carbone et COV totaux;
- cogénération moteur 2 : oxydes d'azote, oxydes de soufre, monoxyde de carbone et COV totaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 31/08/2021, article 4.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Entretien et surveillance

**Prescription contrôlée :**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas justifié que les réseaux de collecte des eaux pluviales et eaux résiduaires sont curés, étanches et résistent dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant n'a pas justifié par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.  L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra un plan d'action permettant de respecter la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Entretien – isolement avec les milieux – incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2021, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  Des vannes sont présentes sur le site et permettent l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier que ces dispositifs sont entretenus et maintenus en état de marche.  Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis une extraction du logiciel de suivi, permettant de statuer que les vannes de barrage du site ont été vérifiées en octobre 2025. Ce contrôle est réalisé en interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Réseaux – ouvrages de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2021, article 4.2.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...]
<b>Constats :</b>  Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni les plans des réseaux des eaux pluviales, des résiduaires et des eaux incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/08/2021, article 10.2.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance			
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions minimums sont mises en oeuvre :			
	Conduit n°1 (eaux résiduaires)	Conduit n°1 (eaux résiduaires)	Conduit n°1 (eaux résiduaires)
Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
MES	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
DBO5	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
DCO	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Azote global NGL	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Phosphore total	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Indice hydrocarbure	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Métaux totaux	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Arsenic	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Cadmium	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle

Chrome	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Cuivre	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Nickel	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Plomb	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Zinc	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle
Mercure	Moyen 24 heures	Mensuelle	Mensuelle

	Conduit n°2 (eaux pluviales)	Conduit n°2 (eaux pluviales)	Conduit n°2 (eaux pluviales)
Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
MES	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
DBO5	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
DCO	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
Azote global NGL	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
Phosphore total	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
Indice hydrocarbure	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle
Metaux totaux	Moyen 24 heures	Annuelle	Annuelle

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas rempli GIDAF du mois d'août 2025 à octobre 2025. Il précise qu'il a réalisé des analyses mensuelles pour les eaux résiduaires.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a complété les déclarations mensuelles du mois d'août 2025 à novembre 2025 dans GIDAF pour les eaux résiduaires.

L'exploitant a déclaré dans GIDAF l'analyse annuelle pour les eaux pluviales réalisée en novembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/07/2023, article 4.3.9.1 de article 3**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 Ces eaux sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur, dont la convention de déversement entre IDEX Environnement Picardie et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Amiens. Les concentrations maximales sont les suivantes :

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES	400 mg/l
DBO5	800 mg/l
DCO	1200 mg/l
COT	400 mg/l
Azote total (N total)	75 mg/l
Métaux totaux	1 mg/l
Indice hydrocarbure	10 mg/l
Phosphore total (P total)	2 mg/l
Arsenic (As)	0,05 mg/l
Cadmium (Cd)	0,05 mg/l
Chrome (Cr)	0,15 mg/l
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l
Nickel (Ni)	0,5 mg/l
Plomb (Pb)	0,1 mg/l
Zinc (Zn)	1 mg/l



Mercure (Hg)	5 microgrammes/l
--------------	------------------

#### Constats :

Pour le contrôle inopiné du 24/11/2025, les paramètres suivants sont non-conformes : Matières en suspension ; DBO5 ; ST-DCO ; COT ; Azote global ; Métaux totaux et Phosphore total.

Pour le contrôle inopiné du 22/10/2024, les paramètres suivants sont non-conformes : Azote global et Phosphore total.

Pour le contrôle inopiné du 24/10/2023, les paramètres suivants sont non-conformes : Couleur hazen ; matières en suspension ; DCO ; Azote global ; Métaux totaux ; Phosphore total et Zinc.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission pour les matières en suspension, la demande biologique en oxygène sur 5 jours, la demande chimique en oxygène, le carbone organique total, l'azote global, les métaux totaux et le phosphore total.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 12 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 28/07/2023, article 4.3.12 de article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°2

Paramètres	Concentration (mg/l)
MES	30 mg/l
DBO5	30 mg/l
DCO	125 mg/l
COT	60 mg/l

Indice hydrocarbure	5 mg/l
Azote total (N total)	25 mg/l
Phosphore total (p total)	2 mg/l

#### Constats :

Pour le contrôle inopiné du 24/11/2025, les paramètres suivants sont non-conformes : Matières en suspension ; DBO5 ; ST-DCO ; COT ; Indice hydrocarbure ; Azote global et Phosphore total.

Pour le contrôle inopiné du 22/10/2024, les paramètres suivants sont non-conformes : ST-DCO et Azote global.

Pour le contrôle inopiné du 24/10/2023, les paramètres suivants sont non-conformes : Matières en suspension ; DBO5 ; DCO ; Azote global et Phosphore total.

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission pour les matières en suspension, la demande biologique en oxygène sur 5 jours, la demande chimique en oxygène, le carbone organique total, l'indice hydrocarbure, l'azote global et le phosphore total.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois